

par l'URSS, par le Sénat américain, et par les pays de l'OTAN alliés des États-Unis. En outre, le président Carter a notamment promis lors de sa campagne électorale, une réduction massive des forces stratégiques. Jusqu'ici, l'accord Salt II ne satisfait que les Soviétiques puisqu'il restreint les forces stratégiques des États-Unis mais non celles de l'URSS. Comme le montre le Tableau 1, les propositions globales présentées en mars 1977 par le président Carter tentaient de restreindre l'avance qu'avaient obtenue les Soviétiques sur le plan de la puissance explosive grâce à leurs ICMB (SS-18) lourds et à leurs vecteurs stratégiques mirvés. Cette proposition visait également à limiter les essais en vol, nécessaires pour donner à l'agresseur éventuel une confiance totale dans ses armes. Un accord sur ces propositions, venant s'ajouter aux réductions de forces proposées, surtout en ce qui concerne les ICBM mirvés, aurait retardé la vulnérabilité des forces stratégiques américaines. Il suffit de comparer ces propositions de mars avec les dispositions Salt II négociées jusqu'ici pour constater que l'administration Carter a complètement renversé la vapeur. Les seules restrictions sont celles qui frappent la force américaine de missiles de croisière aéroportés ou ALCM, destinés à remplacer le bombardier B-1 écarté par le président en juin, ainsi que le missile de croisière lancé par sous-marin ou G/SLCM nécessaire à la défense de l'OTAN. Carter a repris à son compte la stratégie Kissinger lors des pourparlers Salt, qui consistait à céder d'avance à toutes les exigences des Russes.

Les Salt II vont néanmoins être très difficiles à vendre. Techniquement, ils sont incapables de prolonger la viabilité de la force américaine d'ICBM, quoi que prétende l'administration à cet égard. Politiquement, la passivité des États-Unis devant les efforts de l'URSS pour s'approprier la supériorité stratégique, et ce au mépris des restrictions imposées par Salt I et par d'éventuels Salt II, pourrait avoir des répercussions néfastes sur la paix et la sécurité internationales. Les dirigeants soviétiques seraient renforcés dans la conviction (que semblent démontrer leurs aventures africaines) que les États-Unis ont perdu tout à la fois l'art et la volonté d'employer la puissance militaire à des fins politiques. Le renforcement de la position des faucons soviétiques augmenterait les risques d'une confrontation majeure entre les deux Grands, et entre leurs alliés, y compris le Canada.

Le désarmement est mort depuis long-

temps; c'est une solution impossible qui ne sert qu'à alimenter les discours politiques. Loin d'être une année marquée par le contrôle des armements, 1978 verra sans doute la fin effective des accords Salt et les réductions mutuelles et équilibrées des forces M(B)FR continueront de piétiner. Même si on arrivait à obtenir une interdiction générale des essais nucléaires, elle entraverait les États-Unis plutôt que l'URSS et serait donc de peu de valeur. Sur le plan politique, il est probable que les deux Grands en reviendront à «des relations d'antagonisme relatif» comme le disait Marshal Shulman (maintenant le principal conseiller du président Carter sur les affaires soviétiques). Il est également probable que les éléments antagonistes prédomineront, avec ou sans Salt II. Le débat sur Salt II montrera néanmoins dans quel sens évolue l'opinion publique aux États-Unis.

A l'heure actuelle, cette opinion s'oriente clairement, et de façon marquée, vers une affirmation beaucoup plus ferme des intérêts légitimes des États-Unis pour leur sécurité et pour celle de leurs véritables alliés. Telles sont également les vues qui prévalent sur la colline du Capitole et, s'il faut en croire les récents discours du président Carter, au sein de son administration — surtout chez «Zib» Brezinski. Celui-ci est parvenu à persuader le président de changer son fusil d'épaule, ce qui prouve son influence grandissante ainsi que celle de la faction dure de ceux qui, en haut lieu, élaborent les politiques et procèdent aux analyses. L'évolution décrite ci-dessus a été accélérée par deux séries d'événements. La première est la nouvelle série de demandes présentées par les Soviétiques au cours des pourparlers Salt II; si elles étaient acceptées, elles tourneraient en ridicule le texte du projet conjoint que l'administration Carter croyait acquis. L'URSS prétend maintenant, par exemple, que les vecteurs de missiles de croisière aéroportés ou ALCM peuvent *seulement* comprendre des bombardiers stratégiques américains et en limite le nombre entre 70 et 120, à l'exclusion des avions de transport tels que le *Jumbo Jet Boeing 747*. Or c'est précisément le type d'avion que proposait le président Carter pour remplacer le bombardier B-1 écarté en juin dernier. En outre — et ils sont intraitables à ce sujet — les Soviétiques s'opposent à tout transfert de la technologie des missiles de croisière aux alliés des États-Unis, spécialement à ceux de l'Europe de l'Ouest où ils accélèrent également leur campagne de propagande contre la bombe à neutrons.

Un traité Salt II répondant à ces con-